

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Pour le Premier Ministre, absent :

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice,

Mme L. ONKELINX

La Ministre de la Justice,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Intérieur,

P. DEWAEEL

Scellé du Sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,

Mme L. ONKELINX

—————
Note

(1) Chambre des représentants.

Documents parlementaires :

DOC 51 0474 / (2003/2004) :

001 : Projet de loi.

002 à 003 : Amendements.

004 : Texte adopté par les commissions.

005 : Amendements.

006 et 007 : Rapports.

008 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales parlementaires.

Compte rendu intégral : 10, 11 et 12 décembre 2003.

Sénat.

Documents parlementaires.

3-425 - 2003/2004 :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2 : Amendements.

N°s 3 et 4 : Rapports.

N° 5 : Amendements.

N° 6 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales parlementaires.

Annales du Sénat : 18 et 19 décembre 2003.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands Zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

Voor de Eerste Minister, afwezig :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Justitie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. DEWAEEL

Met 's Lands Zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

Mevr. L. ONKELINX

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Stukken :

DOC 51 0474/ (2003/2004) :

001 : Wetsontwerp.

002 tot 003 : Amendementen.

004 : Tekst aangenomen door de commissies.

005 : Amendementen.

006 en 007 : Verslagen.

008 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan overgezonden aan de Senaat.

Parlementaire Handelingen.

Integraal verslag : 10, 11 en 12 december 2003.

Senaat.

Parlementaire Stukken.

3-425 - 2003/2004 :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Amendementen.

Nrs. 3 en 4 : Verslagen.

Nr. 5 : Amendementen.

Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Parlementaire Handelingen.

Handelingen van de Senaat : 18 en 19 december 2003.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 4875

[2003/09448]

3 MAI 2003. — Loi modifiant la législation relative à la protection des biens des personnes totalement ou partiellement incapables d'en assumer la gestion en raison de leur état physique ou mental (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications du Code civil*

Art. 2. L'article 488bis, b), du Code civil, inséré par la loi du 18 juillet 1991 et modifié par la loi du 8 novembre 1998, est remplacé comme suit :

« Art. 488bis, b). § 1^{er}. A sa requête, à celle de toute personne intéressée ou du procureur du Roi, la personne à protéger peut être pourvue d'un administrateur provisoire par le juge de paix du lieu de sa résidence ou, à défaut, du lieu de son domicile.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 4875

[2003/09448]

3 MEI 2003. — Wet tot wijziging van de wetgeving betreffende de bescherming van de goederen van personen die wegens hun lichaams- of geestestoestand geheel of gedeeltelijk onbekwaam zijn die te beheren (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het Burgerlijk Wetboek*

Art. 2. Artikel 488bis, b), van het Burgerlijk Wetboek ingevoegd bij de wet van 18 juli 1991 en gewijzigd bij de wet van 8 november 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 488bis, b). § 1. Op zijn verzoek, op verzoek van elke belanghebbende of van de procureur des Konings kan aan de te beschermen persoon een voorlopige bewindvoerder worden toegevoegd door de vrederechter van zijn verblijfplaats, of bij gebreke daarvan, van zijn woonplaats.

Le juge de paix peut prendre cette mesure d'office lorsqu'il est saisi de la requête prévue aux articles 5, § 1^{er}, et 23 de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux ou s'il lui est adressé un rapport circonstancié conformément aux articles 13, 14 et 25 de la même loi. Dans ce cas, l'article 7, § 1^{er}, de la même loi est également d'application.

§ 2. Chacun peut faire, devant le juge de paix de sa résidence et, subsidiairement, de son domicile ou devant un notaire, une déclaration dans laquelle il indique sa préférence en ce qui concerne l'administrateur provisoire à désigner s'il n'était plus en état de gérer ses biens. Il est dressé procès-verbal ou il est établi un acte authentique de cette déclaration. Le procès-verbal est contresigné par la personne qui a fait la déclaration. Le juge de paix peut se rendre à la résidence, et le cas échéant, au domicile du demandeur, à la demande et aux frais de ce dernier, afin d'enregistrer une déclaration.

Dans les quinze jours suivant le dépôt de la déclaration susvisée, le greffier ou le notaire fait enregistrer ladite déclaration dans un registre central, tenu par la Fédération royale du notariat belge.

Le Roi fixe les modalités de création, de tenue et de consultation du registre central. Le Roi détermine les autorités qui ont accès gratuitement au registre central.

Avant que le juge de paix ne prenne connaissance de la requête, le greffier doit vérifier si la déclaration a été enregistrée dans le registre visé à l'alinéa 2. Dans ce cas, il demande au notaire ou au juge de paix chez qui la déclaration a été faite de lui envoyer un extrait conforme de la déclaration.

Chacun peut à tout moment, de manière identique à celle prévue aux alinéas 1^{er} et 2, révoquer la déclaration et exprimer, le cas échéant, une nouvelle préférence. Il est ensuite procédé comme prévu aux alinéas précédents. Le juge de paix ou le notaire devant qui la déclaration est révoquée en informe le juge de paix ou le notaire devant qui la déclaration initiale a été faite. Ce dernier mentionne la modification sur l'acte original.

Le juge de paix peut, pour des motifs graves, déroger de manière motivée à la déclaration de volonté visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Le père et/ou la mère, le conjoint, le cohabitant légal, la personne vivant maritalement avec la personne protégée, la personne de confiance ou un membre de la famille proche qui a été désigné comme administrateur provisoire peut déposer devant le juge de paix une déclaration dans laquelle il donne sa préférence quant à l'administrateur provisoire à désigner pour le cas où il ou elle ne peut plus exercer lui-même ou elle-même son mandat. Un procès-verbal de cette déclaration est établi et est directement joint au dossier visé à l'article 488bis, c), § 4.

Chaque fois que le juge de paix désigne un administrateur provisoire en remplacement ou succession de l'administrateur provisoire en fonction visé dans l'alinéa précédent, il devra vérifier s'il existe une déclaration dans le dossier. Le juge de paix peut, pour des motifs sérieux et par une ordonnance motivée, s'écarter de la déclaration visée dans l'alinéa 1^{er}.

§ 4. Aussi longtemps que dure l'administration provisoire, la personne à protéger a le droit de se faire assister par une personne de confiance visée au § 7 et aux articles 488bis, c), §§ 2 et 3, 488bis, d), et 488bis, f), §§ 1^{er} et 5, qu'elle a désignée ou qui, à défaut et au besoin, a été désignée par le juge de paix.

La personne de confiance est désignée sur la base d'une demande effectuée à cet effet au juge de paix par la personne à protéger ou par un tiers dans l'intérêt de celle-ci, au début ou au cours de l'administration provisoire.

Lorsque la personne de confiance constate que l'administrateur provisoire manque à ses devoirs dans l'exercice de sa mission, elle doit, en tant que personne intéressée conformément à l'article 488bis, d), demander au juge de paix de revoir son ordonnance.

§ 5. La requête tendant à la désignation d'un administrateur provisoire mentionne, à peine de nullité :

1. le jour, mois, an;
2. les nom, prénom, profession et domicile du requérant ainsi que le degré de parenté ou la nature des relations qui existent entre le requérant et la personne à protéger;
3. l'objet de la demande et l'indication sommaire des motifs;

De vrederechter kan die maatregel ambtshalve nemen, wanneer bij hem een verzoek werd ingediend als bedoeld in de artikelen 5, § 1, en 23 van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke of wanneer bij hem een omstandig verslag wordt ingediend als bedoeld in artikelen 13, 14 en 25 van dezelfde wet. Artikel 7, § 1, van dezelfde wet is in dit geval eveneens van toepassing.

§ 2. Eenieder kan ten overstaan van de vrederechter van zijn verblijfplaats en subsidiair van zijn woonplaats of ten overstaan van een notaris een verklaring afleggen waarin hij zijn voorkeur te kennen geeft omtrent een aan te wijzen voorlopige bewindvoerder indien hijzelf niet meer in staat zou zijn om zijn goederen te beheren. Van deze verklaring wordt een proces-verbaal of een authentieke akte opgesteld. Het proces-verbaal wordt medeondertekend door de persoon die de verklaring heeft afgelegd. De vrederechter kan zich op verzoek en op kosten van de verzoeker naar diens verblijfplaats en in voorkomend geval, naar diens woonplaats begeven om een verklaring op te nemen.

Binnen vijftien dagen na het afleggen van voormelde verklaring laat de griffier of de notaris deze verklaring opnemen in een centraal register dat wordt bijgehouden door de Koninklijke Federatie van het Belgisch notariaat.

De Koning bepaalt de nadere regels inzake oprichting, beheer en raadpleging van het centraal register. De Koning bepaalt welke autoriteiten gratis toegang hebben.

Vooraleer de vrederechter kennis neemt van een verzoekschrift, moet de griffier nagaan of in het tweede lid bedoeld register een verklaring werd opgenomen. In dat geval, laat hij door de notaris of de vrederechter, bij wie de verklaring werd afgelegd, een eensluidend verklaard uittreksel verzenden.

Eenieder kan op ieder moment op dezelfde wijze als bepaald in het eerste en tweede lid de verklaring herroepen en desgevallend een nieuwe voorkeur uitdrukken. Er wordt voorts gehandeld zoals bepaald in de vorige leden. De vrederechter of notaris voor wie de herroeping plaatsheeft, stelt de vrederechter of notaris voor wie de oorspronkelijke verklaring werd afgelegd, hiervan in kennis. Deze laatste vermeldt de wijziging op de oorspronkelijke akte.

De vrederechter kan om ernstige redenen, gemotiveerd afwijken van de in het eerste lid, uitgedrukte wil.

§ 3. De vader en/of de moeder de echtgenoot, de wettelijk samenwonende, de persoon met wie de beschermde persoon een feitelijk gezin vormt, de vertrouwenspersoon of een lid van de naaste familie die als voorlopige bewindvoerder werd aangesteld, kan ten overstaan van de vrederechter een verklaring afleggen waarin de voorkeur te kennen wordt gegeven over de aan te wijzen voorlopige bewindvoerder indien het mandaat door hem of haar niet zelf verder kan worden uitgeoefend. Van deze verklaring wordt een proces-verbaal opgesteld, dat onmiddellijk bij het dossier bedoeld in artikel 488bis, c), § 4 wordt gevoegd.

Telkens wanneer de vrederechter een voorlopige bewindvoerder aanstelt ter vervanging of opvolging van de voorlopige bewindvoerder bedoeld in het voorgaande lid, moet hij vooraf nagaan of in het dossier een verklaring werd opgenomen. De vrederechter kan om een ernstige reden, bij gemotiveerde beschikking afwijken van de in het eerste lid bedoelde verklaring.

§ 4. De te beschermen persoon heeft het recht zich, voor de duur van het voorlopig bewind, te laten bijstaan door een door hemzelf of, als hij er zelf geen aanwijst en indien nodig, door de vrederechter aangewezen vertrouwenspersoon, zoals bedoeld in § 7, en de in artikelen 488bis, c), § 2 en § 3, 488bis, d), en 488bis, f), § 1 en § 5.

De aanwijzing gebeurt door een verzoek daartoe gericht aan de vrederechter door de te beschermen persoon of door een derde in het belang van de te beschermen persoon bij de aanvang of tijdens de duur van het voorlopig bewind.

Indien de vertrouwenspersoon vaststelt dat de voorlopige bewindvoerder tekort schiet in de uitoefening van zijn taak, moet hij, als belanghebbende, de vrederechter verzoeken de beschikking te herzien, overeenkomstig artikel 488bis, d).

§ 5. Het verzoek tot aanwijzing van een voorlopige bewindvoerder vermeldt, op straffe van nietigheid :

1. de dag, maand en het jaar;
2. de naam, de voornaam, het beroep en de woonplaats van de verzoeker, alsook de graad van verwantschap of de aard van de betrekkingen die er bestaan tussen de verzoeker en de te beschermen persoon;
3. het voorwerp van de vordering en in het kort de gronden ervan;

4. les nom, prénom, résidence ou domicile de la personne à protéger et, le cas échéant, de son père et/ou de sa mère, du conjoint, du cohabitant légal, ou de la personne vivant maritalement ensemble avec la personne à protéger;

5. la désignation du juge qui doit en connaître.

La requête est signée par le requérant ou par son avocat et accompagnée d'une attestation de résidence ou, à défaut, de domicile de la personne à protéger ne datant pas de plus de quinze jours.

La requête mentionne en outre, dans la mesure du possible :

1. le lieu et la date de naissance de la personne à protéger;

2. la nature et la composition des biens à gérer;

3. le nom, le prénom, et le domicile des membres de la famille majeurs du degré de parenté le plus proche, sans toutefois remonter plus loin que le second degré.

Si la requête est incomplète, le juge de paix invite le requérant à la compléter dans les huit jours.

La requête peut par ailleurs comporter des suggestions concernant le choix de l'administrateur provisoire à désigner, ainsi que concernant la nature et l'étendue de ses pouvoirs.

Les articles 1034*bis* et suivants du Code judiciaire s'appliquent par analogie.

§ 6. Sous peine d'irrecevabilité, est joint à la requête, sauf en cas d'urgence, un certificat médical circonstancié, ne datant pas de plus de quinze jours, décrivant l'état de santé de la personne à protéger.

Le certificat précise si la personne à protéger peut se déplacer et, dans l'affirmative, s'il est indiqué qu'elle se déplace, compte tenu de son état. Ce certificat précise par ailleurs si la personne à protéger est encore à même de prendre connaissance du compte rendu de la gestion.

Ce certificat médical ne peut être établi par un médecin parent ou allié de la personne à protéger ou du requérant, ou attaché à un titre quelconque à l'établissement dans lequel la personne à protéger se trouve.

Lorsque, pour des raisons d'urgence, aucun certificat médical n'est joint à la requête, le juge de paix vérifie si le motif d'urgence invoqué est avéré.

Dans l'affirmative, le juge de paix demande, dans les huit jours à dater de la réception de la requête, que le requérant lui fournisse un certificat circonstancié, qui répond aux conditions prévues aux alinéas 1^{er} à 3.

§ 7. Le juge de paix s'entoure de tous les renseignements utiles; il peut désigner un médecin-expert qui donnera son avis sur l'état de santé de la personne à protéger ainsi que sur sa capacité à exprimer seule sa volonté.

La personne à protéger et le cas échéant, son père et/ou sa mère, le conjoint, le cohabitant légal, pour autant que la personne à protéger vive avec eux, ou la personne vivant maritalement avec la personne à protéger, sont convoqués par le greffier, par pli judiciaire, pour être entendus par le juge de paix en chambre du conseil, le cas échéant en présence de leur avocat et de la personne de confiance de la personne à protéger.

Au pli judiciaire sont joints une copie de la requête ainsi que, le cas échéant, un extrait de la déclaration visée à l'article 488*bis*, b), § 2.

Le pli judiciaire mentionne que la personne protégée a le droit de désigner un avocat et une personne de confiance.

Le greffier informe en outre, par pli judiciaire, les membres de la famille mentionnés dans la requête de l'introduction de celle-ci ainsi que du lieu et du moment où la personne à protéger sera entendue.

Les personnes convoquées par pli judiciaire, conformément aux dispositions du présent chapitre, deviennent par cette convocation parties à la cause, sauf si elles s'y opposent à l'audience. Le greffier en avise les parties dans le pli judiciaire.

Ces membres de la famille peuvent comparaître en personne à l'audience et demander à être entendus. Ils peuvent aussi communiquer leurs observations au juge de paix, par écrit, avant le jour de l'audience.

4. de naam, voornaam, de verblijf- of woonplaats van de te beschermen persoon en in voorkomend geval van zijn vader en/of zijn moeder, de echtgenoot, de wettelijk samenwonende of de persoon met wie de te beschermen persoon een feitelijk gezin vormt;

5. de aanwijzing van de rechter die ervan kennis moet nemen.

Het verzoekschrift moet worden ondertekend door de verzoeker of zijn advocaat en vergezeld zijn van een attest van verblijfplaats, of, bij ontstentenis, van woonplaats van de te beschermen persoon dat ten hoogste vijftien dagen oud is.

Het verzoekschrift vermeldt bovendien en voor zover mogelijk :

1. de plaats en datum van geboorte van de te beschermen persoon;

2. de aard en de samenstelling van de te beheren goederen;

3. de naam, de voornaam en de woonplaats van de meerderjarige familieleden in de dichtste graad, doch niet verder dan de tweede graad.

Als het verzoekschrift onvolledig is, vraagt de vrederechter de verzoeker om het binnen acht dagen aan te vullen.

Het verzoekschrift kan tevens suggesties vermelden betreffende de keuze van de aan te stellen voorlopige bewindvoerder, alsook betreffende de aard en de omvang van diens bevoegdheden.

De artikelen 1034*bis* en volgende van het Gerechtelijk Wetboek zijn van overeenkomstige toepassing.

§ 6. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt, behoudens in spoedeisende gevallen, een omstandige geneeskundige verklaring bij het verzoekschrift gevoegd, die ten hoogste vijftien dagen oud is, en de gezondheidstoestand van de te beschermen persoon beschrijft.

De verklaring vermeldt of de te beschermen persoon zich kan verplaatsen, en in het bevestigend geval, indien zulks gelet op zijn toestand, aangewezen is. Tevens vermeldt deze verklaring of de beschermen persoon nog kennis kan nemen van de rekenschap van het beheer.

Deze geneeskundige verklaring mag niet worden opgesteld door een geneesheer die een bloed- of aanverwant is van de te beschermen persoon of van de verzoeker, of op enigerlei wijze verbonden is aan de instelling waar de te beschermen persoon zich bevindt.

Indien er om redenen van dringende geen geneeskundige verklaring bij het verzoekschrift is gevoegd, gaat de vrederechter na of het aangevoerde motief van dringende gerechtvaardigd is.

In bevestigend geval, vraagt de vrederechter binnen acht dagen na de datum waarop het verzoekschrift is ontvangen dat de verzoeker een omstandige geneeskundige verklaring bezorgt, die voldoet aan de vereisten bepaald in het eerste tot derde lid.

§ 7. De vrederechter wint alle dienstige inlichtingen in; hij kan een geneesheer-deskundige aanstellen die advies moet uitbrengen over de gezondheidstoestand en de wilsafhankelijkheid van de te beschermen persoon.

De te beschermen persoon en desgevallend, zijn vader en/of zijn moeder, de echtgenoot, de wettelijke samenwonende, voor zover de te beschermen persoon met hen samenleeft, of de persoon met wie de te beschermen persoon een feitelijk gezin vormt, worden door de griffier bij gerechtsbrief opgeroepen om door de vrederechter in raadkamer te worden gehoord, desgevallend in aanwezigheid van hun advocaten en de vertrouwenspersoon van de te beschermen persoon.

Bij de gerechtsbrief wordt een afschrift van het verzoekschrift en desgevallend een uittreksel van de verklaring bedoeld in artikel 488*bis*, b), § 2 gevoegd.

In de gerechtsbrief wordt vermeld dat de te beschermen persoon het recht heeft een advocaat en een vertrouwenspersoon aan te wijzen.

Daarenboven verwittigt de griffier bij gerechtsbrief de in het verzoekschrift vermelde familieleden dat er een verzoekschrift werd ingediend, van de plaats en het tijdstip van het verhoor van de te beschermen persoon.

De personen die bij gerechtsbrief worden opgeroepen, overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk worden aldus partij in het geding tenzij verzet hiertegen ter zitting. Van deze bepaling geeft de griffier kennis in de gerechtsbrief.

Deze familieleden kunnen persoonlijk op de zitting verschijnen en vragen gehoord te worden. Zij kunnen hun opmerkingen ook schriftelijk vóór de dag van de zitting aan de vrederechter meedelen.

Il est procédé conformément aux dispositions de l'alinéa 2 en cas de mesure envisagée d'office par le juge de paix. Ce dernier peut également se rendre à l'endroit où la personne réside ou à l'endroit où elle se trouve. Il est dressé procès-verbal de sa visite.

Le juge de paix peut en outre entendre toute personne qu'il estime apte à le renseigner. Le greffier adresse la convocation par pli judiciaire. ».

Art. 3. L'article 488bis, c), du même Code, inséré par la loi du 18 juillet 1991 et modifié par la loi du 8 novembre 1998, est remplacé comme suit :

« Art. 488bis, c). § 1^{er}. Par ordonnance motivée, le juge de paix désigne un administrateur provisoire en tenant compte de la nature et de la composition des biens à gérer, de l'état de santé de la personne à protéger ainsi que de sa situation familiale.

Sans préjudice des articles 488bis, b), §§ 2 et 3, le juge de paix choisit de préférence en qualité d'administrateur provisoire le cas échéant son père et/ou sa mère, le conjoint, le cohabitant légal, la personne vivant maritalement avec la personne à protéger, un membre de la proche famille ou, le cas échéant, la personne de confiance de la personne à protéger. Le cas échéant, il tient compte à cet égard des suggestions formulées dans la requête.

L'administrateur provisoire ne peut être choisi parmi les dirigeants ou les membres du personnel de l'établissement dans lequel la personne à protéger se trouve.

Le Roi peut subordonner l'exercice de la fonction d'administrateur provisoire à certaines conditions notamment en limitant le nombre de personnes dont un administrateur provisoire a pour mission de gérer les biens.

La désignation a lieu par ordonnance séparée lorsque le juge de paix est saisi de la requête prévue à l'article 5, § 1^{er}, de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux ou s'il lui est adressé un rapport circonstancié conformément aux articles 13 et 25, § 1^{er}, de la même loi.

L'ordonnance du juge de paix est notifiée par le greffier à l'administrateur provisoire sous pli judiciaire dans les trois jours du prononcé. L'administrateur provisoire fait savoir par écrit dans les huit jours de sa désignation s'il accepte celle-ci. Cet écrit est déposé au dossier.

A défaut de l'acceptation prévue à l'alinéa précédent, le juge de paix désigne d'office un autre administrateur provisoire.

Après l'acceptation par l'administrateur provisoire, une copie de l'ordonnance le désignant est transmise au procureur du Roi.

Dans les trois jours de la réception de l'acceptation, l'ordonnance est notifiée sous pli judiciaire par le greffier au requérant, aux parties intervenantes, à la personne à protéger et, le cas échéant, à la personne de confiance. Une copie non signée est, le cas échéant, adressée à leurs avocats par simple lettre.

L'expédition de l'ordonnance peut être délivrée au bas d'un exemplaire de la requête.

§ 2. Un mois au plus après avoir accepté sa désignation, l'administrateur provisoire doit rédiger un rapport concernant la situation patrimoniale et les sources de revenus de la personne protégée et le transmettre au juge de paix, à la personne protégée et à sa personne de confiance. Le juge de paix peut en outre le dispenser de transmettre ce rapport à la personne protégée, pour autant qu'elle ne soit pas à même d'en prendre connaissance.

§ 3. Chaque année et dans les trente jours suivant l'expiration de son mandat, l'administrateur provisoire rend compte de sa gestion aux personnes visées au § 2 en présentant un rapport écrit comprenant au moins les éléments ci-après :

1. les nom, prénom et domicile ou résidence de l'administrateur provisoire;
2. les nom, prénom et domicile ou résidence de la personne protégée et, le cas échéant, de sa personne de confiance;
3. un récapitulatif des recettes et des dépenses pour la période écoulée et un résumé de l'état du patrimoine géré au début et à la fin de cette période;

Er wordt overeenkomstig de bepalingen van het tweede lid gehandeld indien de vrederechter overweegt ambtshalve een maatregel te nemen. Deze laatste mag zich eveneens begeven naar de verblijfplaats van de persoon of naar de plaats waar hij zich bevindt. Hiervan wordt een proces-verbaal opgesteld.

De vrederechter kan daarnaast eenieder horen die hij geschikt acht om hem in te lichten. De oproeping gebeurt door de griffier bij gerechtsbrief. ».

Art. 3. Artikel 488bis, c), van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1991 en gewijzigd bij de wet van 8 november 1998, wordt vervangen als volgt :

« Art. 488bis, c). § 1. Bij gemotiveerde beschikking wijst de vrederechter een voorlopige bewindvoerder aan met inachtneming van de aard en de samenstelling van de te beheren goederen, de gezondheidstoestand van de te beschermen persoon en zijn gezinstoestand.

Onverminderd de artikelen 488bis, b), §§ 2 en 3, kiest de vrederechter bij voorkeur als voorlopige bewindvoerder desgevallend zijn vader en/of zijn moeder, de echtgenoot, de wettelijk samenwonende, de persoon met wie de te beschermen persoon een feitelijk gezin vormt, een lid van de naaste familie of in voorkomend geval, de vertrouwenspersoon van de te beschermen persoon. In voorkomend geval, houdt hij hierbij rekening met de suggesties die in het verzoekschrift worden vermeld.

De voorlopige bewindvoerder mag niet gekozen worden onder de bestuurs- of personeelsleden van de instelling waarin de te beschermen persoon zich bevindt.

De Koning kan de uitoefening van de functie van voorlopige bewindvoerder afhankelijk maken van bepaalde voorwaarden onder meer om het aantal personen te beperken waarvoor een voorlopige bewindvoerder de goederen dient te beheren.

De aanwijzing geschiedt bij afzonderlijke beschikking wanneer bij de vrederechter een verzoekschrift ingediend is, bepaald in artikel 5, § 1, van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke of wanneer bij hem een omstandig verslag wordt ingediend, als bedoeld in de artikelen 13 en 25, § 1, van dezelfde wet.

Binnen drie dagen na de uitspraak geeft de griffier bij gerechtsbrief kennis van de beschikking aan de aangestelde voorlopige bewindvoerder. De voorlopige bewindvoerder laat binnen acht dagen na zijn aanwijzing schriftelijk weten of hij die aanvaardt. Dit stuk wordt gevoegd bij het dossier.

Wordt de aanwijzing, bedoeld in het vorige lid, niet aanvaard, dan stelt de vrederechter ambtshalve een andere voorlopige bewindvoerder aan.

Na de aanvaarding door de voorlopige bewindvoerder wordt een afschrift van de beschikking van aanwijzing van de voorlopige bewindvoerder medegedeeld aan de procureur des Konings.

Binnen drie dagen na de ontvangst van de aanvaarding geeft de griffier bij gerechtsbrief kennis van de beschikking aan de verzoeker, aan de tussenkomende partijen, aan de te beschermen persoon en desgevallend aan de vertrouwenspersoon. Een niet ondertekend afschrift wordt, in voorkomend geval, bij gewone brief aan hun advocaten gezonden.

Een uitgifte van de beslissing kan onderaan op een exemplaar van het verzoekschrift worden gesteld.

§ 2. Uiterlijk één maand na de aanvaarding van zijn aanwijzing moet de voorlopige bewindvoerder een verslag opstellen met betrekking tot de vermogenstoestand en de inkomstenbronnen van de beschermde persoon en dit verzenden aan de vrederechter, aan de beschermde persoon en aan diens vertrouwenspersoon. Daarenboven kan de vrederechter hem ervan ontslaan om dit verslag aan de beschermde persoon over te zenden, voorzover deze niet in staat is ervan kennis te nemen.

§ 3. De voorlopige bewindvoerder geeft jaarlijks en binnen dertig dagen na het einde van zijn mandaat rekenschap aan de personen vermeld in § 2. In dit schriftelijk verslag worden minstens de volgende gegevens vermeld :

1. de naam, de voornaam en de woon- of verblijfplaats van de voorlopige bewindvoerder;
2. de naam, de voornaam en de woon- of verblijfplaats van de beschermde persoon en, in voorkomend geval, van zijn vertrouwenspersoon;
3. een overzicht van de inkomsten en uitgaven tijdens de voorbije periode en een overzicht van de stand van het beheerde vermogen bij de aanvang en op het einde van deze periode;

4. les dates auxquelles l'administrateur provisoire a eu au cours de l'année un contact personnel avec la personne protégée ou la personne de confiance de celle-ci;

5. les conditions de vie matérielles et le cadre de vie de la personne protégée ainsi que sur la manière dont l'administrateur provisoire en a tenu compte.

En cas de décès de la personne protégée pendant la durée de l'administration provisoire, l'administrateur provisoire dépose dans les trente jours du décès, son rapport final au greffe, où les héritiers de la personne protégée et le notaire chargé de la déclaration et du partage de la succession peuvent en prendre connaissance. Cette disposition s'applique sans préjudice de l'application des articles 1358 et suivants du Code judiciaire.

S'il l'estime nécessaire, le juge de paix peut exiger de l'administrateur provisoire des garanties, soit au moment de sa désignation, soit en cours d'exercice de sa mission.

L'administrateur provisoire informe la personne protégée des actes qu'il accomplit. Dans des circonstances particulières, le juge de paix peut le dispenser de cette obligation. Dans ce cas, l'administrateur provisoire informe la personne de confiance de la personne protégée. A défaut de personne de confiance, le juge de paix peut désigner la personne ou l'institution que l'administrateur devra informer.

§ 4. Les rapports écrits rédigés en application des §§ 2 et 3, sont conservés au greffe de la justice de paix, dans un dossier établi au nom de la personne protégée.

Le dossier contient également :

1. une copie de l'ordonnance initiale portant désignation d'un administrateur provisoire;

2. les nom et adresse de la personne de confiance désignée par la personne protégée.

3. les nom et adresse de l'autre personne ou institution désignée par le juge de paix en application des dispositions du § 3;

4. une copie de toutes les ordonnances prises en application des articles 488bis, d), à 488bis, h);

5. la correspondance du juge de paix concernant l'administration provisoire. ».

Art. 4. L'article 488bis, d), du même Code, inséré par la loi du 18 juillet 1991, est remplacé comme suit :

« Art. 488bis, d). Par ordonnance motivée, le juge de paix peut à tout moment, soit d'office, soit à la demande de la personne protégée ou de toute personne intéressée ainsi qu'à celle du procureur du Roi ou de l'administrateur provisoire, mettre fin à la mission de ce dernier, modifier les pouvoirs qui lui ont été confiés, ou le remplacer.

Les actions visées à l'alinéa précédent sont introduites par voie de requête unilatérale et signées par le requérant ou son conseil. Le juge de paix peut en outre entendre toute personne qu'il estime apte à le renseigner. L'administrateur provisoire doit dans tous les cas être entendu ou convoqué.

La mission de l'administrateur provisoire cesse de plein droit dès que le représentant légal, nommé en cas d'interdiction ou de placement de la personne protégée sous statut de minorité prolongée, entame sa mission, en cas de désignation d'un administrateur provisoire en vertu de l'article 1246 du Code judiciaire et en cas de décès de la personne protégée.

Par simple lettre adressée au juge de paix et à l'administrateur provisoire, la personne protégée peut renoncer à tout moment à l'assistance de la personne de confiance désignée par elle ou désigner une autre personne de confiance. Elle peut également effectuer une renonciation orale, dont acte est dressé par le juge avec l'assistance du greffier et dont copie est envoyée à l'administrateur provisoire. Cette notification est versée au dossier.

Par ordonnance motivée, le juge de paix peut, dans l'intérêt de la personne à protéger, décider à tout moment, soit d'office, soit à la demande de l'administrateur provisoire ou du procureur du Roi, que la personne de confiance ne peut plus exercer sa fonction. »

4. de data waarop de voorlopige bewindvoerder in de loop van het jaar persoonlijk contact heeft gehad met de beschermde persoon of diens vertrouwenspersoon;

5. de materiële levensvoorwaarden en de leefsituatie van de beschermde persoon alsmede de wijze waarop de voorlopige bewindvoerder daarop heeft ingespeeld.

In geval van overlijden van de beschermde persoon tijdens de duur van het voorlopig bewind legt de voorlopige bewindvoerder binnen dertig dagen zijn eindverslag neer ter griffie. Hiervan kan ter griffie kennis genomen worden door de erfgenamen van de beschermde persoon en de notaris die belast wordt met de aangifte en de verdeling van de nalatenschap. Dit geldt onverminderd de toepassing van artikel 1358 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

Indien hij zulks nodig acht, kan de vrederechter van de voorlopige bewindvoerder waarborgen eisen, hetzij bij zijn aanwijzing, hetzij gedurende de uitoefening van zijn opdracht.

De voorlopige bewindvoerder brengt de beschermde persoon op de hoogte van de handelingen die hij verricht. In bijzondere omstandigheden kan de vrederechter hem vrijstellen van deze verplichting. In dit geval brengt de voorlopige bewindvoerder de vertrouwenspersoon van de beschermde persoon op de hoogte. Bij ontstentenis van een vertrouwenspersoon, kan de vrederechter een andere persoon of instelling aanwijzen die door de voorlopige bewindvoerder op de hoogte moet worden gebracht.

§ 4. De schriftelijke verslagen opgemaakt met toepassing van §§ 2 en 3, worden op de griffie van het vrederecht bewaard in een dossier op naam van de beschermde persoon.

Het dossier omvat eveneens :

1. een afschrift van de oorspronkelijke beschikking tot aanstelling van een voorlopige bewindvoerder;

2. de naam en het adres van de door de beschermde persoon aangewezen vertrouwenspersoon;

3. de naam en het adres van de andere persoon of instelling die door de vrederechter werd aangewezen met toepassing van de bepalingen van § 3;

4. een afschrift van alle beschikkingen getroffen met toepassing van de artikelen 488bis, d), tot 488bis, h);

5. de door de vrederechter gevoerde briefwisseling met betrekking tot het voorlopige bewind. ».

Art. 4. Artikel 488bis, d), van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1991, wordt vervangen als volgt :

« Art. 488bis, d). De vrederechter kan te allen tijde, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de beschermde persoon of van elke belanghebbende evenals van de procureur des Konings of de voorlopige bewindvoerder, bij een gemotiveerde beschikking, een einde maken aan de opdracht van deze laatste, de bevoegdheden wijzigen die hem werden opgedragen of hem vervangen.

De vorderingen vermeld in het voorgaande lid worden bij eenzijdig verzoekschrift ingediend en worden door de verzoeker of zijn advocaat ondertekend. De vrederechter kan verder eenieder horen die hij geschikt acht om hem in te lichten. De voorlopige bewindvoerder behoort in alle gevallen te worden gehoord of opgeroepen.

De opdracht van de voorlopige bewindvoerder eindigt van rechtswege zodra de wettelijke vertegenwoordiger, benoemd in geval van onbekwaamverklaring of verklaring van verlengde minderjarigheid van de beschermde persoon, zijn taak aanvat, ingeval van aanstelling van een voorlopige bewindvoerder krachtens artikel 1246 van het Gerechtelijk Wetboek en in geval van overlijden van de beschermde persoon.

Door een aan de vrederechter en aan de voorlopige bewindvoerder gerichte gewone brief kan de beschermde persoon op elk ogenblik afzien van de bijstand van de door hem aangewezen vertrouwenspersoon of een andere vertrouwenspersoon aanwijzen. Er bestaat tevens de mogelijkheid dit mondeling te doen, waarvan akte wordt opgesteld door de rechter met bijstand van de griffier, waarvan afschrift gezonden wordt aan de voorlopige bewindvoerder. Deze melding wordt opgenomen in het dossier.

De vrederechter kan, in het belang van de te beschermen persoon te allen tijde, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de voorlopige bewindvoerder of de procureur des Konings, bij een gemotiveerde beschikking beslissen dat de vertrouwenspersoon zijn functie niet meer kan uitoefenen.

Art. 5. L'article 488bis, e), § 1^{er}, alinéa 4, du même Code, inséré par la loi du 18 juillet 1991, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans le même délai, la décision est notifiée par les soins du greffier au bourgmestre du domicile de la personne protégée afin d'être consignée dans le registre de la population. Le bourgmestre délivre un extrait du registre de la population mentionnant le nom, l'adresse et l'état de capacité d'une personne à la personne elle-même ou à tous tiers justifiant d'un intérêt. ».

Art. 6. L'article 488bis, f), du même Code, inséré par la loi du 18 juillet 1991, est remplacé comme suit :

« Art. 488bis, f), § 1^{er}. L'administrateur provisoire a pour mission de gérer, en bon père de famille, les biens de la personne protégée ou d'assister la personne protégée dans cette gestion.

Dans l'accomplissement de sa mission, il se concerta personnellement, à intervalles réguliers, avec la personne protégée ou la personne de confiance de celle-ci.

Il peut se faire assister dans sa gestion par une ou plusieurs personnes agissant sous sa responsabilité.

Il ne peut agir que moyennant une autorisation spéciale du juge de paix lorsque ses intérêts sont en opposition avec ceux de la personne protégée.

Cette autorisation est accordée par ordonnance motivée sur requête de l'administrateur provisoire. La procédure prévue à l'article 488bis, b), § 7, alinéas 2 et 3, est applicable.

§ 2. Le juge définit, compte tenu de la nature et de la composition des biens à gérer ainsi que de l'état de santé de la personne protégée, l'étendue des pouvoirs de l'administrateur provisoire.

Le juge de paix peut déterminer les actes ou catégories d'actes que la personne protégée ne peut accomplir sans l'assistance de l'administrateur provisoire.

§ 3. En l'absence d'indication dans l'ordonnance visée à l'article 488bis, c), l'administrateur provisoire représente la personne protégée dans tous les actes juridiques et toutes les procédures, tant en demandant qu'en défendant.

Toutefois, il ne peut agir que moyennant une autorisation spéciale du juge de paix pour :

a) représenter la personne protégée en justice comme demandeur dans les autres procédures et actes que ceux prévus aux articles 1150, 1180-1^o, 1187, alinéa 2, et 1206, alinéa 2, du Code judiciaire et ceux relatifs aux contrats locatifs, à l'occupation sans titre ni droit, à la législation sociale en faveur de la personne protégée ainsi qu'à la constitution de partie civile;

b) aliéner les biens meubles et immeubles de la personne protégée;

c) emprunter et consentir hypothèque ainsi que permettre la radiation d'une inscription hypothécaire, avec ou sans quittance, et de la transcription d'une ordonnance de saisie-exécution sans paiement;

d) acquiescer à une demande relative à des droits immobiliers;

e) renoncer à une succession sous bénéfice d'inventaire;

f) accepter une donation ou recueillir un legs;

g) conclure un bail à ferme ou un bail commercial, ainsi que renouveler un bail commercial et conclure un bail d'une durée de plus de neuf ans;

h) transiger;

i) acheter un bien immeuble.

Art. 5. Artikel 488bis, e), § 1, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1991, wordt vervangen als volgt :

« Binnen dezelfde termijn wordt de beslissing door de griffier betekend aan de burgemeester van de woonplaats van de beschermde persoon teneinde te worden aangetekend in het bevolkingsregister. De burgemeester verstrekt een uittreksel uit het bevolkingsregister met vermelding van de naam, het adres en de staat van bekwaamheid van een persoon aan de persoon zelf of aan elke derde die een belang aantoonst. ».

Art. 6. Artikel 488bis, f), van dezelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1991, wordt vervangen als volgt :

« Art. 488bis, f), § 1. De voorlopige bewindvoerder heeft tot taak de goederen van de beschermde persoon als een goed huisvader te beheren of de beschermde persoon in dat beheer bij te staan.

Bij de uitvoering van zijn opdracht pleegt hij op regelmatige tijdstippen overleg met de beschermde persoon of diens vertrouwenspersoon.

Hij kan zich in zijn beheer laten bijstaan door een of meer personen die onder zijn verantwoordelijkheid optreden.

Wanneer zijn belangen in strijd zijn met die van de beschermde persoon kan hij slechts optreden krachtens een bijzondere machtiging van de vrederechter.

Deze machtiging wordt verleend bij gemotiveerde beschikking op verzoek van de voorlopige bewindvoerder. De procedure van artikel 488bis, b), § 7, tweede en derde lid, is van toepassing.

§ 2. De rechter bepaalt, met inachtneming van de aard en de samenstelling van de te beheren goederen evenals met de gezondheids-toestand van de beschermde persoon, de omvang van de bevoegdheden van de voorlopige bewindvoerder.

De vrederechter kan de handelingen of categorieën van handelingen aanwijzen die de beschermde persoon maar kan stellen met bijstand van zijn voorlopige bewindvoerder.

§ 3. Bij gebreke van aanwijzingen in de in artikel 488bis, c), bedoelde beschikking, vertegenwoordigt de voorlopige bewindvoerder de beschermde persoon in alle rechtshandelingen en procedures als eiser en als verweerder.

Evenwel kan hij slechts krachtens een bijzondere machtiging van de vrederechter :

a) de beschermde persoon in rechte vertegenwoordigen als eiser bij de andere rechtsplegingen en handelingen dan die bedoeld in de artikelen 1150, 1180-1^o, 1187, tweede lid, en 1206, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek en andere van die met betrekking tot huurcontracten, tot bewoning zonder akte of bewijs, tot sociale wetgeving ten gunste van de beschermde persoon en tot de burgerlijke partijstelling;

b) de roerende en onroerende goederen van de beschermde persoon vervreemden;

c) leningen aangaan en hypotheeken toestaan alsook toestemming geven tot het doorhalen van een hypotheecaire inschrijving, met of zonder kwijting, en van de overschrijving van een bevel tot uitvoerend beslag zonder betaling;

d) berusten in een vordering betreffende onroerende rechten;

e) een nalatenschap onder voorrecht van boedelbeschrijving verwerpen;

f) een schenking of een legaat aanvaarden;

g) een pachtovereenkomst of een handelshuurovereenkomst sluiten alsook een handelshuurovereenkomst hernieuwen en een huurovereenkomst voor een duur van meer dan negen jaar sluiten;

h) een dading aangaan;

i) een onroerend goed aankopen.

Le juge de paix est saisi par simple requête. Il s'entoure de tous les renseignements utiles; il peut notamment recueillir l'avis de la personne protégée et de toute personne qu'il estime apte à le renseigner, sans préjudice des articles 1186 et 1193bis du Code judiciaire, en matière de vente d'immeubles.

Le commerce de la personne protégée est continué par son administrateur provisoire, si le juge de paix l'estime utile et aux conditions qu'il détermine. La direction peut en être confiée à un administrateur spécial sous la surveillance de l'administrateur provisoire. L'administrateur spécial est désigné par le tribunal de commerce à la demande du juge de paix.

§ 4. Le logement de la personne protégée et les meubles meublants dont il est garni doivent rester à sa disposition aussi longtemps que possible.

S'il devient nécessaire ou s'il est de l'intérêt de la personne protégée, spécialement en cas d'hospitalisation ou d'hébergement de longue durée, de disposer des droits y afférents, il faudra une autorisation du juge de paix visée au § 3.

Cette autorisation est accordée suivant la procédure prévue à l'article 488bis, f), § 3.

Les souvenirs et autres objets de caractère personnel ne sont pas aliénés, sauf en cas de nécessité absolue et devront, par les soins de l'administrateur provisoire, être gardés à la disposition de la personne protégée.

§ 5. Dans les limites des revenus qu'il encaisse, l'administrateur provisoire règle les frais d'entretien et de traitement à charge de la personne protégée et met à la disposition de celle-ci, après en avoir conféré avec elle ou avec la personne de confiance, les sommes qu'il juge nécessaires à l'amélioration de son sort, et ce sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives à la prise en charge des frais d'entretien des malades, des personnes handicapées et des personnes âgées. En outre, il est tenu de requérir l'application de la législation sociale en faveur de la personne protégée.

§ 6. Les fonds et les biens de la personne protégée sont entièrement et nettement séparés du patrimoine personnel de l'administrateur. Les avoirs bancaires de la personne protégée sont inscrits à son nom propre. »

Art. 7. L'article 488bis, g), du même Code, inséré par la loi du 18 juillet 1991, est remplacé comme suit :

« Art. 488bis, g). La vente des biens meubles et immeubles de la personne protégée a lieu conformément aux dispositions des chapitres IV et V du livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire. »

Art. 8. L'article 488bis, h), du même Code, inséré par la loi du 18 juillet 1991, est remplacé comme suit :

« Art. 488bis, h). § 1^{er}. Par décision motivée, le juge de paix peut allouer à l'administrateur provisoire, après la remise par celui-ci du rapport visé à l'article 488bis, c), § 3, une rémunération dont le montant ne peut dépasser trois pour cent des revenus de la personne protégée, majorée du montant des frais exposés, dûment contrôlés par le juge de paix. Il peut néanmoins, sur présentation d'états motivés, lui allouer une rémunération en fonction des devoirs exceptionnels accomplis.

L'administrateur provisoire ne peut recevoir, en dehors des rémunérations visées à l'alinéa 1^{er}, aucune rétribution ni aucun avantage, de quelque nature ou de qui que ce soit, en rapport avec l'exercice du mandat judiciaire d'administrateur provisoire.

§ 2. La personne protégée ne peut disposer valablement par donations entre vifs ou par dispositions de dernières volontés qu'après autorisation par le juge de paix à sa requête. Le juge de paix juge de l'aptitude de la volonté de la personne protégée.

Le juge de paix peut refuser l'autorisation à disposer par donations si la personne protégée ou ses créanciers d'aliments sont menacés d'indigence par la donation.

Les dispositions des articles 1026 à 1034 du Code judiciaire sont d'application. Conformément à l'article 1026, 5°, du même Code, la signature du requérant est suffisante.

Le juge de paix peut désigner un expert médical qui doit rendre son avis sur l'état de santé de la personne à protéger.

De vrederechter wordt geadieerd bij eenvoudig verzoekschrift. Hij wint alle dienstige inlichtingen in; hij kan onder meer de mening vragen van de beschermde persoon en van eenieder die hij geschikt acht om hem in te lichten, onverminderd de artikelen 1186 en 1193bis van het Gerechtelijk Wetboek, inzake verkopen van onroerende goederen.

Indien de vrederechter dat nuttig acht, wordt de handelszaak van de beschermde persoon voortgezet door zijn voorlopige bewindvoerder onder de door de vrederechter vastgestelde voorwaarden. Het bestuur ervan kan worden opgedragen aan een bijzondere bewindvoerder onder het toezicht van de voorlopige bewindvoerder. De bijzondere bewindvoerder wordt aangewezen door de rechtbank van koophandel op verzoek van de vrederechter.

§ 4. De woning van de beschermde persoon en het huisraad waarmee deze woning gestoffeerd is, moeten zo lang mogelijk te zijner beschikking blijven.

Als het, in het bijzonder bij langdurige opname of verblijf, noodzakelijk wordt of in het belang is van de beschermde persoon dat over de rechten in verband daarmee wordt beschikt, moet daartoe de machtiging bedoeld in § 3 verleend worden door de vrederechter.

Deze machtiging wordt verleend krachtens de rechtspleging bepaald in artikel 488bis, f), § 3.

Souvenirs en andere persoonlijk voorwerpen worden niet vreemd, tenzij dit strikt noodzakelijk is, en moeten door toedoen van de voorlopige bewindvoerder ter beschikking gehouden worden van de beschermde persoon.

§ 5. Binnen de perken van de inkomsten die hij ontvangt betaalt de voorlopige bewindvoerder de kosten van onderhoud en behandeling die ten laste zijn van de beschermde persoon en stelt hij hem, na daarover met hem of met de vertrouwenspersoon te hebben overlegd, de sommen ter beschikking die hij nodig acht voor de verbetering van diens lot, een en ander onverminderd hetgeen bij wet en verordening bepaald is omtrent de vergoeding van de kosten van onderhoud van de zieken, gehandicapten en bejaarden. Bovendien moet hij toepassing van de sociale wetgeving vorderen in het belang van de beschermde persoon.

§ 6. De gelden en de goederen van de beschermde persoon worden volledig en duidelijk afgescheiden van het persoonlijk vermogen van de voorlopig bewindvoerder. De banktegoeden van de beschermde persoon worden op zijn naam ingeschreven. »

Art. 7. Artikel 488bis, g), van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1991, wordt vervangen als volgt :

« Art. 488bis, g). De verkoop van de roerende en onroerende goederen van de beschermde persoon vindt plaats overeenkomstig de bepalingen van de hoofdstukken IV en V van het vierde boek van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek. »

Art. 8. Artikel 488bis, h), van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1991, wordt vervangen als volgt :

« Art. 488bis, h). § 1. De vrederechter kan aan de voorlopige bewindvoerder, bij een gemotiveerde beslissing, na de overlegging door de voorlopige bewindvoerder van het verslag bedoeld in artikel 488bis, c), § 3, een bezoldiging toekennen waarvan het bedrag niet hoger mag zijn dan drie procent van de inkomsten van de beschermde persoon. Naast de bezoldiging worden de gemaakte kosten vergoed, na door de vrederechter behoorlijk te zijn nagezien. Hij kan hem nochtans, na overlegging van met redenen omklede staten, een bezoldiging toekennen in verhouding tot de vervulde buitengewone ambtsverrichtingen.

Het is de voorlopige bewindvoerder verboden, buiten de in het eerste lid vermelde bezoldigingen, enige bezoldiging of voordeel, van welke aard ook of van wie ook, te ontvangen met betrekking tot het uitoefenen van het gerechtelijke mandaat van voorlopige bewindvoerder.

§ 2. De beschermde persoon kan slechts geldig schenken onder levenden of een uiterste wilbeschikking maken na machtiging, op zijn verzoek, door de vrederechter. De vrederechter oordeelt over de wilsgeschiktheid van de beschermde persoon.

De vrederechter mag de machtiging om te schenken weigeren indien de beschermde persoon of zijn onderhoudsgerechtigden door de schenking behoeft dreigen te worden.

De bepalingen van de artikelen 1026 tot 1034 van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing. In afwijking van artikel 1026, 5°, van hetzelfde Wetboek, volstaat de handtekening van de verzoeker.

De vrederechter kan een geneesheer-deskundige aanstellen die advies moet uitbrengen over de gezondheidstoestand van de te beschermen persoon.

Le juge de paix rassemble toutes les informations utiles et peut convoquer tous ceux qu'il pense pouvoir l'éclairer, par pli judiciaire afin de les entendre en chambre du conseil. Dans tous les cas, il appelle à la cause l'administrateur provisoire en cas de donation.

La procédure de l'article 488bis, b), § 6, est applicable par analogie.

§ 3. Sans préjudice du § 2, la personne protégée est capable de conclure un contrat de mariage et de modifier son régime matrimonial avec l'assistance de l'administrateur provisoire, après autorisation du juge de paix sur la bse du projet établi par le notaire.

Dans des cas particuliers, le juge de paix peut autoriser l'administrateur provisoire à agir seul.

Les dispositions de l'article 488bis, f), § 3, alinéa 2, sont d'application. ».

CHAPITRE III. — Modifications du Code judiciaire

Art. 9. L'article 623 du Code judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 623. Pour les actes notariés qui requièrent l'assistance du juge de paix, celui-ci peut se déplacer dans toute l'étendue du ressort du notaire instrumentant.

Le juge de paix peut rendre visite en dehors de son canton à la personne protégée pourvue d'un administrateur provisoire conformément aux dispositions du livre 1^{er}, titre XI, chapitre 1^{er}bis, du Code civil. ».

Art. 10. L'article 628, 3^o, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o Le juge de la résidence ou, à défaut, du domicile de la personne à protéger, lorsqu'il s'agit d'une requête visée à l'article 488bis, a), du Code civil. Le juge de paix ayant désigné l'administrateur reste compétent pour l'application ultérieure des dispositions des articles 488bis, d) à 488bis, k), à moins qu'il ait, par décision motivée, décidé, d'office ou à la requête de la personne protégée ou de tout intéressé, du procureur du Roi ou de l'administrateur provisoire, de transmettre le dossier au juge de paix du canton de la nouvelle résidence principale, lorsque la personne protégée quitte le canton pour installer sa résidence principale de manière durable dans un autre canton judiciaire. Ce dernier juge devient compétent. ».

Art. 11. A l'article 1186, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, les mots « à des mineurs ou à des interdits » sont remplacés par les mots « à des mineurs, à des interdits ou à des personnes pourvues d'un administrateur provisoire en vertu des articles 488bis, a) à k), du Code civil ».

Art. 12. A l'article 1193bis du même Code, inséré par la loi du 29 avril 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 3 est complété comme suit : « Le projet d'acte est joint à l'ordonnance ou au jugement d'autorisation »;

2^o le dernier alinéa est remplacé comme suit : « La vente doit avoir lieu conformément au projet d'acte admis par le juge de paix ou le tribunal, en présence le cas échéant du subrogé-tuteur, par le ministère du notaire commis par l'ordonnance ou le jugement d'autorisation.

Le notaire annexe à l'acte de vente une copie conforme de l'ordonnance ou du jugement. Le titre de l'acquéreur se compose de l'acte sans qu'il soit besoin d'y ajouter et de transcrire l'ordonnance ou le jugement d'autorisation. ».

Art. 13. A l'article 1194, alinéa 3, du même Code, modifié par la loi du 29 avril 2001, les mots « par l'article 410, § 1^{er}, » sont remplacés par les mots « par les articles 410, § 1^{er}, et 488bis, f), §§ 3 et 4, ».

De vrederechter wint alle dienstige inlichtingen in een kan eenieder die hij geschikt acht om hem in te lichten, oproepen bij gerechtsbrief om door hem in raadkamer te worden gehoord. Hij roept in ieder geval de voorlopige bewindvoerder op in geval van schenking.

De procedure van artikel 488bis, b), § 6, is van overeenkomstige toepassing.

§ 3. Onverminderd § 2 is de beschermde persoon bekwaam om een huwelijkscontract aan te gaan en zijn huwelijksvermogensstelsel te wijzigen met bijstand van de voorlopige bewindvoerder, na machtiging door de vrederechter op basis van het door de notaris opgestelde ontwerp.

In bijzondere gevallen kan de vrederechter de voorlopige bewindvoerder machtigen alleen op te treden.

De rechtspleging van artikel 488bis, f), § 3, tweede lid, is van toepassing. ».

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 9. Artikel 623 van het Gerechtelijk Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 623. Voor de notariële akten waarvoor de bijstand van de vrederechter vereist is, mag deze zich verplaatsen in het gehele ambtsgebied van de optredende notaris.

De vrederechter kan de beschermde persoon aan wie en voorlopige bewindvoerder werd toegevoegd overeenkomstig de bepalingen van boek I, hoofdstuk 1bis, van het Burgerlijk Wetboek, buiten zijn kanton bezoeken. ».

Art. 10. Artikel 628, 3^o, van het hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« 3^o De rechter van de verblijfplaats of, bij gebreke daaraan, van de te beschermen persoon, wanneer het een verzoek betreft bedoeld in artikel 488bis, a), van het Burgerlijk Wetboek. De vrederechter die de bewindvoerder heeft aangewezen blijft bevoegd voor de verdere toepassing van de bepalingen van de artikelen 488bis, d) tot k), tenzij hij bij gemotiveerde beslissing, ambtshalve of op verzoek van de beschermde persoon of van elke belanghebbende, evenals van de procureur des Konings of de voorlopige bewindvoerder, beslist heeft het dossier over te zenden aan de vrederechter van het kanton van de nieuwe hoofdverblijfplaats in het geval dat de beschermde persoon het kanton verlaat om zijn hoofdverblijfplaats duurzaam in een ander gerechtelijk kanton te vestigen. De laatstgenoemde vrederechter wordt bevoegd. ».

Art. 11. In artikel 1186, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 2001, worden de woorden « aan minderjarigen of aan onbekwaamverklaarden » vervangen door de woorden « aan minderjarigen, aan onbekwaamverklaarden of aan personen aan wie een voorlopige bewindvoerder is toegevoegd krachtens de artikelen 488bis, a) tot k), van het Burgerlijk Wetboek ».

Art. 12. In artikel 1193bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 29 april 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het derde lid wordt aangevuld als volgt : « De ontwerp-akte wordt gevoegd bij de beschikking of bij het vonnis tot machtiging »;

2^o het laatste lid wordt vervangen als volgt : « De verkoping moet overeenkomstig de door de vrederechter of de rechtbank aangenomen ontwerp-akte, in aanwezigheid, in voorkomend geval, van de toeziende voogd, geschieden door de ambtelijke tussenkomst van de notaris aangewezen in de beschikking of in het vonnis tot machtiging.

De notaris voegt bij de verkoopakte een eensluidend verklaard afschrift van de beschikking of het vonnis. De titel van de verkrijger bestaat uit de akte zonder dat vereist is de beschikking of het vonnis tot machtiging er aan toe te voegen en over te schrijven. ».

Art. 13. In artikel 1194, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 29 april 2001, worden de woorden « in artikel 410, § 1, » vervangen door de woorden « in de artikelen 410, § 1, en 488bis, f), §§ 3 en 4, ».

Art. 14. A l'article 1197 du même Code, les mots « à l'article 410, § 1^{er}, 1° » sont remplacés par les mots « aux articles 410, § 1^{er}, et 488bis, f), §§ 3 et 4. ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Note

(1) *Session extraordinaire 1999.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi n° 50-0107/001 du 23 septembre 1999 déposée par MM. Goutry, Vandeurzen et Ansoms. — Amendements, n° 50-0107/002 à 50-0107/011. — Rapport du 18 mars 2002 de M. Karel Van Hoorebeke, n° 50-0107/012. — Texte adopté par la commission, n° 50-0107/013. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 50-0107/014.

Compte-rendu intégral : séance du 21 mars 2002.

Session ordinaire 2001-2002.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet évoqué par le Sénat, n° 2-1087/1. Amendements, n°s 2-1087/2 à 2-1087/5.

Session ordinaire 2002-2003.

Rapport du 31 octobre 2002 de M. M. Mahoux, n° 2-1087/7. — Texte amendé par la commission, n° 2-1087/8. — Amendements, n° 2-1087/9. Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 2-1087/10.

Annales du Sénat : séance du 12 décembre 2002.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet amendé par le Sénat, n° 50-0107/015. — Amendements, n°s 50-0107/016 et 50-0107/017. — Rapport du 4 mars 2003 de MM. Servais Verherstraeten et Karel Van Hoorebeke, n° 50-0107/018. — Texte adopté par la commission, n° 50-0107/19. — Texte adopté en séance plénière et renvoyé au Sénat, n° 50-0107/020.

Voir aussi :

Compte-rendu intégral : séance du 13 mars 2003.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet amendé par la Chambre des représentants, n° 2-1087/11. — Amendements, n° 2-1087/12. — Rapport du 19 mars 2003 de M. Mahoux, n° 2-1087/13. — Texte amendé par la commission, n° 2-1087/14. — Texte réamendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 2-1087/15.

Annales du Sénat : séances des 26 et 27 mars 2003.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet réamendé par le Sénat, n° 50-0107/021. — Amendements, n° 50-0107/022. — Rapport du 1^{er} avril 2003 de M. Tony Van Parys, n° 50-0107/023. — Texte adopté par la commission, n° 50-0107/024. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 50-0107/025.

Compte-rendu intégral : séance du 1^{er} avril 2003.

Art. 14. In artikel 1197 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « artikel 410, § 1, 1° » vervangen door de woorden « de artikelen 410, § 1, en 488bis, f), §§ 3 en 4. ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) *Buitengewone zitting 1999.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsvoorstel nr. 50-0107/001 van 23 september 1999 ingediend door de heren Goutry, Vandeurzen en Ansoms. — Amendementen, nr. 50-0107/002 tot 50-0107/011. — Verslag van 18 maart 2002 van de heer Karel Van Hoorebeke, nr. 50-0107/012. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-0107/013. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 50-0107/014.

Integraal verslag : vergadering van 21 maart 2002.

Gewone zitting 2001-2002.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 2-1087/1. — Amendementen, nr. 2-1087/2 tot 2-1087/5.

Gewone zitting 2002-2003.

Verslag van 31 oktober 2002 van de heer M. Mahoux, nr. 2-1087/7. — Tekst geamendeerd door de commissie, nr. 2-1087/8. — Amendementen, nr. 2-1087/9. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-1087/10.

Handelingen van de Senaat : vergadering van 12 december 2002.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat, nr. 50-0107/015. — Amendementen, nr. 50-0107/016 en 50-0107/017. — Verslag van 4 maart 2003 van de heren Servais Verherstraeten en Karel Van Hoorebeke, nr. 50-0107/018. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-0107/19. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en teruggezonden aan de Senaat, nr. 50-0107/020.

Zie ook :

Integraal verslag : vergadering van 13 maart 2003.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-1087/11. — Amendementen, nr. 2-1087/12. — Verslag van 19 maart 2003 van de heer M. Mahoux, nr. 2-1087/13. — Tekst geamendeerd door de commissie, nr. 2-1087/14. Tekst opnieuw geamendeerd door de Senaat en teruggezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-1087/15.

Handelingen van de Senaat : vergaderingen van 26 en 27 maart 2003.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Ontwerp opnieuw geamendeerd door de Senaat, nr. 50-0107/021. — Amendementen, nr. 50-0107/022. — Verslag van 1 april 2003 van de heer Tony Van Parys, nr. 50-0107/023. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-0107/024. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 50-0107/025.

Integraal verslag : vergadering van 1 april 2003.